

# **GROUPE MEDIA 6**

EURONEXT - EUROLIST Compartiment C

ISIN : FR 00000 64 404

Société de Bourse : T.S.A.F.

## **RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE 2012/2013**

**CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2013**

**(Normes IFRS)**

## **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

**Monsieur Bernard VASSEUR**

Président du Conseil d'Administration

**- I -**

**RAPPORT DE GESTION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 JANVIER 2014**

**RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS  
DU GROUPE MEDIA 6  
ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2013**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées au cours de l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2013, de vous exposer la situation financière du Groupe MEDIA 6 et de vous présenter ses comptes consolidés ainsi que les comptes annuels de MEDIA 6 SA, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2013.

Les commissaires aux comptes vous présenteront leurs rapports sur ces mêmes comptes.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe MEDIA 6 au 30 septembre 2013 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables en 2013 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

## 1. Présentation de l'activité de l'exercice

### 1.1 Chiffre d'affaires

Au terme de l'exercice 2012/2013 le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 53,5 M€, en retrait de 13.7% sur l'année précédente.

A périmètre comparable hors Chine, le chiffre d'affaires est en recul de -16,6%.

Sur l'ensemble de l'exercice, l'activité Chine a représenté 14,6% du chiffre d'affaires consolidé. Ce dernier se décompose de la manière suivante par pôle d'activités, étant entendu que le Groupe MEDIA 6 distingue deux secteurs d'activités :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèches et mèches.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

**Chiffre d'affaires consolidé** (Valeurs en K€)

Secteurs d'activité	30/09/12	30/09/13	Variation	
			en valeur	en %
Production	48 565	45 600	(2 965)	(6,1%)
Services	21 954	16 160	(5 794)	(26,4%)
Elimination intersecteurs	(8 533)	(8 258)	275	(3,2%)
<b>TOTAL</b>	<b>61 986</b>	<b>53 502</b>	<b>(8 484)</b>	<b>(13,7%)</b>

Les données par secteurs géographiques ont évolué comme suit :

**Chiffres d'affaires consolidés** (Valeurs en K€)

Secteurs géographiques	30/09/12	30/09/13	Variation	
			en valeur	en %
France	49 960	40 826	(9 134)	(18,3%)
Europe (hors France)	5 354	4 866	(488)	(9,1%)
Reste du monde	6 672	7 810	1 138	17,1%
<b>TOTAL</b>	<b>61 986</b>	<b>53 502</b>	<b>(8 484)</b>	<b>(13,7%)</b>

1.2 Compte de résultat

Le compte de résultat du Groupe MEDIA 6 se présente comme suit :

Valeurs en K€

Désignations	30/09/12	30/09/13	Variations	
			valeur	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>61 986</b>	<b>53 502</b>	<b>(8 484)</b>	<b>(13,7%)</b>
Autres produits de l'activité	203	65	(138)	(68,0%)
<b>Total Activité</b>	<b>62 189</b>	<b>53 567</b>	<b>(8 622)</b>	<b>(13,9%)</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 195</b>	<b>853</b>	<b>(342)</b>	<b>(28,6%)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 220</b>	<b>605</b>	<b>(615)</b>	<b>(50,4%)</b>
Coût de l'endettement financier net	(98)	(53)	45	(45,9%)
Autres produits et charges financiers	379	(64)	(443)	(116,9%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 501</b>	<b>488</b>	<b>(1 013)</b>	<b>(67,5%)</b>
Impôt sur les sociétés	(731)	(215)	516	(70,6%)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>770</b>	<b>273</b>	<b>(497)</b>	<b>(64,5%)</b>

Malgré la baisse d'activité, le Groupe a su conserver une rentabilité opérationnelle découlant de la conjugaison d'une augmentation de ses marges brutes et de la réduction constante de son point mort pour l'adapter à l'évolution du marché. Le résultat opérationnel courant ressort ainsi positif à 853 K€ en regard de + 1 195 K€ l'année précédente.

Le coût de l'endettement financier demeure faible au regard du chiffre d'affaires (0,10%).

Après constatation de l'impôt sur les sociétés (voir note 3.7 de l'Annexe), le résultat net est finalement un bénéfice de 273 K€.

2. Situation financière du Groupe

A la fin de l'exercice 2013, la structure financière du bilan du Groupe MEDIA 6 demeure solide.

Les capitaux propres part du Groupe passent de 34 738 K€ en 2012 à 34 838 K€ en 2013. La structure du bilan fait ressortir les éléments suivants :

- Les liquidités nettes du Groupe s'élèvent à 4 822 K€ par rapport à 2 840 K€ au 30 septembre 2012.
- Les disponibilités du Groupe sous déduction des concours bancaires court terme s'établissent au 30 septembre 2013 à 7 345 K€, contre 6 947 K€ pour l'exercice précédent.
- Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 2 523 K€ contre 4 107 K€ en 2012.
- Les investissements ont représenté 719 K€ contre 1 619 K€ l'année précédente.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont élevés à +3 541 K€ (+2 161 K€ en 2012) compte tenu d'une variation favorable du BFR (cf. note annexe a du tableau des flux de trésorerie consolidés).

### **3. Commentaires sur les faits significatifs relatifs à l'exercice 2013**

#### **3.1 MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd / DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd**

Tout comme l'exercice 2012, l'année écoulée aura été marquée par un net redressement des marges opérationnelles. Par ailleurs, l'unité de production de DONGGUAN a fait l'objet d'un changement de localisation en cours d'année dans la même province, mais sur un site plus approprié.

#### **3.2 ALDIGE et MEDIASIXTE ALDIGE**

En janvier 2013, la société ALDIGE, locataire des locaux situés à Machecoul (44) appartenant à la société MEDIASIXTE ALDIGE a demandé à résilier son bail au 31 août 2013.

De son côté, La société MEDIASIXTE ALDIGE a fait expertiser ces locaux afin de les mettre en location à partir de septembre 2013. La valeur d'expertise a été établie à 545 K€. En conséquence, les locaux ont été réévalués au 1<sup>er</sup> septembre 2013 à la valeur d'expertise, ce qui a dégagé une plus-value de 216 K€.

Le 18 octobre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a signé une promesse de vente qui s'est finalement concrétisée le 19 décembre 2013. De ce fait, la valeur de ces locaux, soit 545 K€, a été positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés ».

#### **3.3 MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS et MEDIA 6 PHARMACIE**

Afin de mieux répondre aux exigences du marché et de bénéficier de meilleures synergies, le Groupe a décidé de regrouper les activités d'agencement des sociétés MEDIA 6 PHARMACIE et MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en fusionnant ces deux sociétés.

La fusion des sociétés MEDIA 6 PHARMACIE (absorbée) et MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS (absorbante) a été validée par les Assemblées Générales du 30 septembre 2013 tenues dans les sociétés concernées. Cette fusion est à effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2012.

#### **3.4 MEDIA 6 PRODUCTION PLV**

Il est rappelé qu'afin d'adapter ses moyens à la nouvelle configuration du marché, le Groupe avait élaboré et proposé en 2010 un projet de réorganisation de ses activités carton et plastique qui prévoyait :

- Le regroupement des activités industrielles carton et plastique sur un site industriel unique, en l'occurrence celui de La Ferté Milon (site de MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE) ;
- La fusion des sociétés MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (absorbée) et MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE (absorbante) avec un changement de dénomination sociale en MEDIA 6 PRODUCTION PLV ;
- Des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) associés à la suppression de 63 postes de travail pour l'ensemble des activités concernées.

Les Assemblées Générales du 7 février 2011 tenues dans les sociétés concernées avaient par ailleurs avalisé la fusion à effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2010 ainsi que le changement de dénomination sociale.

Sur le plan opérationnel, le fonctionnement de la nouvelle entité s'est nettement amélioré sur l'exercice écoulé, renouant avec des marges brutes comparables à celles enregistrées avant la réorganisation des activités.

Enfin il convient de rappeler que 22 salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON ont saisi le Conseil de Prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse suite à la mise en œuvre du PSE les concernant (voir également note 3.11 de l'Annexe aux comptes consolidés annuels).

### 3.5 Baisse du point mort

Le Groupe a poursuivi tout au long de l'exercice les actions entamées depuis plusieurs exercices visant à réduire durablement son point mort de façon significative. Sur les 2 derniers exercices, cette baisse est de l'ordre de 19% (périmètre 2013 hors Chine).

### 3.6 Investissements

Les investissements ont été principalement consacrés à l'acquisition d'équipements industriels chez MEDIA 6 PRODUCTION PLV et MEDIA 6 PRODUCTION METAL, à l'aménagement des locaux professionnels, au renouvellement de matériels informatiques. Ils ont représenté au total 719 K€ sur l'exercice.

## 4. Evènements postérieurs à la clôture

Le 19 décembre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a procédé à la vente de l'immeuble qu'elle détenait à Machecoul (44) pour un montant de 545 K€.

## 5. Perspectives du Groupe MEDIA 6

Après plusieurs exercices consacrés à adapter sa structure au nouveau contexte économique et à rechercher les bases de nouveaux développements commerciaux, le Groupe entame le nouvel exercice avec des perspectives de légère croissance malgré un premier trimestre qui sera en repli sur l'exercice 2013/2014. Ce scénario est pour le moment confirmé par l'état du carnet de commandes de fin d'année.

Les opportunités de croissance externe qui se présenteront, sans être une priorité absolue du Groupe, seront étudiées au cas par cas, la structure financière du Groupe permettant de demeurer actif dans ce domaine si une occasion de qualité se présentait.

**6. Mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2013**

Sociétés		Dirigeants du Groupe MEDIA 6				
		BV	MBV	JPF	JFS	LF
Media 6	SA	Adm. PDG	Adm.	Adm.	Adm.	DGD
Media 6 Agencement	SARL					Gérant
Media 6 Design	SAS					Prés.
Media 6 Agencement Shop Fittings	SAS					Prés.
Media 6 Production Métal	SAS					Prés.
Media 6 Production PLV	SAS					Prés.
Aldige	SARL					Gérant
Media 6 Installation	SAS					Prés.
Media 6 Asia Ltd						Prés.
Media 6 Asia Production Ltd						Direct.
Artium Production Ltd						Direct.
Dongguan Media 6 POS Equipment		Direct.				
Media 6 Romania	SARL	Gérant				
Mediacolor Spain (Espagne)	SA	Prés. A.D.		Adm.		Secrét. Conseil
Couleur 6 ( <i>en sommeil</i> ) (Canada)	SA	Prés. & A.U.				Secrét.
La Hotte Immobilière	SCI	Gérant				
Mediasixte	SCI	Gérant				
Mediasixte Aldige	SARL					Gérant
Mediasixte Bois	SARL					Gérant
Mediasixte Bois de la pie	SARL	Gérant				
Mediasixte Métal	SARL					Gérant
Mediasixte CZ ( <i>fermeture en cours</i> )	SARL	Rep M6 action. unique				
Quai de Seine	SCI	Gérant				
Media 6 PLV ( <i>sans activité</i> )	SARL					Gérant

**BV** : Bernard VASSEUR

**MBV** : Marie Bernadette VASSEUR

**JPF** : Jean Patrick FAUCHER

**JFS** : Jean François SURTEL

**LF** : Laurent FRAYSSINET

**Sigles** :

**DGD** : Directeur Général Délégué

**Adm.** : Administrateur

**A.U.** : Administrateur unique

**Direct.** : Director



**7. Autres mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2013**

Sociétés		Dirigeants du Groupe MEDIA 6				
		BV	MBV	JPF	JFS	LF
VASCO	SARL	Gérant				
DCT Conseil	SARL				Gérant	

**BV** : Bernard VASSEUR

**MBV** : Marie Bernadette VASSEUR

**JPF** : Jean Patrick FAUCHER

**JFS** : Jean François SURTEL

**LF** : Laurent FRAYSSINET

**8. Achat et revente par la société de ses propres actions**

La société MEDIA 6 a poursuivi la mise en œuvre au cours de l'exercice 2013 du programme de rachat d'actions propres qui avait été soumis aux suffrages de l'AG Mixte du 29 mars 2013 (publication le 14 mars 2013 du descriptif du programme de rachat d'actions auprès de l'AMF).

Les informations relatives aux négociations de titres MEDIA 6 intervenues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013 dans le cadre de ces opérations sont les suivantes :

		Valeur historique des transactions
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2012	235 752 actions	1 577 021 €
Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice	9 989 actions	44 000 €
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	3 177 actions	17 024 €
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	0 actions	0 €
Variation du nombre d'actions détenues au cours de l'exercice	6 812 actions	26 976 €
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2013	242 564 actions	1 603 997 €

Cours net moyen d'achat de l'exercice	4,40 €	
Taux de frais de courtage	7,25%	du montant brut des transactions
Montant des frais de courtage	1 650 €	
Valeur nominale unitaire des actions achetées	3,20 €	
Valeur nominale totale des actions achetées	776 205 €	
Fraction du capital représentée par les actions MEDIA 6 détenues	6,87%	

La valeur nette des actions propres achetées au cours de l'exercice a été enregistrée à la rubrique titres de participation et valeurs mobilières de placement dans les comptes sociaux de la société MEDIA 6 SA. Elle est portée en diminution des fonds propres du Groupe en consolidation.

L'ensemble de ces rachats d'actions propres est désormais effectué dans le cadre général des objectifs qui ont été approuvés par l'AG Mixte des actionnaires du 29 mars 2013 et qui sont par ordre d'intérêt décroissant :

- animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action MEDIA 6 par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- achat par MEDIA 6 SA pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- attribuer des actions de la société et des filiales du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achats d'actions, au titre d'un plan d'épargne entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés en fonction de leurs performances dans l'application des dispositions des articles L 255-197-1 et suivants du Code de Commerce ;
- annulation des titres, sous réserve de l'adoption par une assemblée générale extraordinaire d'une résolution ayant pour objet d'autoriser cette annulation.

#### 9. Evolution du cours de l'action MEDIA 6

Le cours moyen de l'action s'est établi à un niveau moyen de 4,16 € au cours de l'exercice 2013 contre 5,28 € pour l'exercice 2012 avec un volume moyen de transactions mensuelles de 2 844 titres à rapprocher des 4 816 titres échangés en moyenne au cours des 12 mois de l'année précédente.

Mois	Cours moyen de clôture		Nombre de titres échangés au cours du mois	
	Exercice clos le 30/09/2012	Exercice clos le 30/09/2013	Exercice 2012	Exercice 2013
Octobre 2011-2012	5,13 €	4,73 €	125	613
Novembre 2011-2012	5,44 €	4,46 €	673	832
Décembre 2011-2012	5,26 €	4,26 €	557	9 515
Janvier 2012-2013	4,96 €	4,37 €	2 956	6 526
Février 2012-2013	5,37 €	4,43 €	2 312	1 832
Mars 2012-2013	5,19 €	4,11 €	14 927	1 832
Avril 2012-2013	5,36 €	4,17 €	2 206	1 851
Mai 2012-2013	5,40 €	3,82 €	1 465	2 520
Juin 2012-2013	5,11 €	3,85 €	6 881	3 112
Juillet 2012-2013	5,49 €	3,91 €	16 487	284
Août 2012-2013	5,80 €	3,85 €	6 785	3 023
Septembre 2012-2013	4,79 €	3,92 €	2 421	2 191
<b>Moyennes</b>	<b>5,28 €</b>	<b>4,16 €</b>	<b>4 816</b>	<b>2 844</b>

La capitalisation boursière de MEDIA 6 SA établie sur la base du cours moyen de 4,16 € pour 3 287 436 actions (3 530 000 actions composant le capital sous déduction de 242 564 actions détenues en propre au 30 septembre 2013) ressort à 13 676 K€, ce qui représente une valeur inférieure de 21 164 K€ par rapport aux capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2013 (34 840 K€).

## 10. Répartition du capital et des droits de vote

A la date du 30 novembre 2013 la répartition du capital entre les principaux actionnaires se présentait de la manière suivante :

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	% du capital	Nombre de titres	Droits de vote	% droits de vote
<b>Actionnariat majoritaire :</b>					
SARL VASCO	1	52,31%	1 846 471	3 589 071	60,75%
Famille VASSEUR	6	15,88%	560 629	1 120 830	18,97%
<b>S/T famille VASSEUR</b>	<b>7</b>	<b>68,19%</b>	<b>2 407 100</b>	<b>4 709 901</b>	<b>79,72%</b>
<b>MEDIA 6 SA auto-détention</b>					
	Neutralisé	<b>6,97%</b>	<b>245 983</b>	Neutralisé	Néant
<b>Actionnariat public significatif :</b>					
FCP STOCK PICKING FRANCE	1	8,16%	288 000	288 000	4,87%
JP FAUCHER	1	2,94%	103 680	207 360	3,51%
ZENLOR (SASU)	1	2,48%	87 573	87 573	1,48%
Famille VEZZI	3	2,16%	76 250	152 500	2,58%
<b>S/T actionnariat majoritaire et public significatif</b>	<b>13</b>	<b>90,89%</b>	<b>3 208 586</b>	<b>5 445 334</b>	<b>92,17%</b>
Autre actionnariat public	n.d.	9,11%	321 414	462 907	7,83%
<b>S/T actionnariat public</b>	<b>n.d.</b>	<b>24,84%</b>	<b>876 917</b>	<b>1 198 340</b>	<b>20,28%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>n.d.</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 530 000</b>	<b>5 908 241</b>	<b>100,00%</b>

La détention du capital de la société au cours de l'exercice n'a pas évolué de façon significative par rapport à l'exercice précédent.

## 11. Opérations sur les titres de la société réalisés par les dirigeants au cours de l'exercice et déclarées à l'AMF

Au titre de l'exercice écoulé, aucune opération n'a été réalisée par les dirigeants sur les titres de la société.

## 12. Dividendes

Le Conseil d'Administration de Media 6 SA ne proposera pas de distribution de dividende à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Conformément aux dispositions légales, le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

Dividendes versés	Dividende net
30/09/2012	-
30/09/2011	-
30/09/2010	-

13. **Tableau des 5 derniers exercices de MEDIA 6 SA (Comptes sociaux)**

Valeurs en K€

	au 30 sept. 2009	au 30 sept. 2010	au 30 sept. 2011	au 30 sept. 2012	au 30 sept. 2013
Capital	11 296	11 296	11 296	11 296	11 296
Nombre d'actions	3 530 000	3 530 000	3 530 000	3 530 000	3 530 000
Chiffre d'affaires	7 542	7 332	6 706	6 269	5 507
Résultat avant IS, dot. amort. & prov.	2 521	8 392	3 707	4 038	2 776
Dot. nettes amort & provisions	(3 646)	(6 023)	(1 982)	(6 313)	(2 232)
Impôt sur les sociétés	1 446	1 721	610	649	479
<b>Résultat après impôt</b>	<b>321</b>	<b>4 090</b>	<b>2 335</b>	<b>(1 626)</b>	<b>1 023</b>
<b>Résultat distribué</b>					
<b>Par actions (en €)</b>					
<b>Résultat après impôt avant prov.</b>	<b>1,12</b>	<b>2,86</b>	<b>1,22</b>	<b>1,33</b>	<b>0,92</b>
<b>Résultat après impôt</b>	<b>0,09</b>	<b>1,16</b>	<b>0,66</b>	<b>(0,46)</b>	<b>0,29</b>
<b>Résultat distribué par action</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Personnel	47	35	39	29	30

**- II -**

**COMPTES CONSOLIDES ANNUELS**

**DU GROUPE MEDIA 6**

**ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2013**

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE au 30 septembre 2013 (Valeurs en K€)

ACTIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2012	Septembre 2013
Goodwill	2.1	7 815	7 513
Immobilisations incorporelles	2.2	149	243
Immobilisations corporelles	2.3	18 363	16 165
Immeubles de placement	2.3	5 150	4 950
Autres actifs financiers	2.4	155	187
Impôts différés	3.8	1 028	926
Autres actifs non courants		1 075	1 238
<b>Total Actifs non courants</b>		<b>33 735</b>	<b>31 222</b>
Stocks et en-cours	2.5	7 384	6 016
Clients et autres débiteurs	2.6	13 777	12 899
Créance d'impôt et autres actifs courants	2.7	332	390
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	7 077	8 037
<b>Total Actifs courants</b>		<b>28 570</b>	<b>27 342</b>
Actifs non courants destinés à être cédés	2.3		545
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>62 305</b>	<b>59 109</b>

PASSIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2012	Septembre 2 013
Capital	2.9	11 296	11 296
Actions propres		(1 577)	(1 604)
Réserves de conversion		(168)	(3)
Réserves Groupe		24 418	24 876
Résultat de période		769	273
<b>Total Capitaux propres (Part du Groupe)</b>		<b>34 738</b>	<b>34 838</b>
Intérêts non contrôlant		2	2
<b>Total des Capitaux propres</b>		<b>34 740</b>	<b>34 840</b>
Passifs financiers non courants	2.10	2 504	1 153
Engagements envers le personnel	2.11	1 099	1 111
Autres provisions	2.11	544	252
Impôts différés (passifs)	3.8	3 457	3 301
Autres passifs non courants		6	4
<b>Total Passifs non courants</b>		<b>7 610</b>	<b>5 821</b>
Passifs financiers courants	2.10	1 733	2 062
Provisions	2.11		
Fournisseurs et autres créditeurs	2.12	17 329	15 630
Dettes d'impôt		214	148
Autres passifs courants	2.13	679	608
<b>Total Passifs courants</b>		<b>19 955</b>	<b>18 448</b>
<b>Total des Passifs</b>		<b>27 565</b>	<b>24 269</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>62 305</b>	<b>59 109</b>

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 30 septembre 2013 (Valeurs en K€)**

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2012	Septembre 2013
<b>Chiffre d'affaires</b>	3.0	<b>61 986</b>	<b>53 502</b>
Autres produits de l'activité		461	406
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		(258)	(341)
<b>Total Activité</b>		<b>62 189</b>	<b>53 567</b>
Achats consommés		(28 431)	(22 390)
Charges externes		(7 696)	(7 577)
Charges de personnel	3.2	(20 525)	(18 391)
Impôts et taxes		(1 415)	(1 508)
Dotations aux amortissements	3.3	(2 300)	(2 395)
Dotations nettes aux provisions	3.3	(90)	(250)
Autres produits et charges d'exploitation	3.4	(537)	(203)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>1 195</b>	<b>853</b>
Résultat sur cession de participations consolidées			
Dépréciation des écarts d'acquisition	2.1		(302)
Variations de juste valeur	3.5		16
Autres produits et charges opérationnels	3.5	25	38
<b>Résultat opérationnel</b>	3.1	<b>1 220</b>	<b>605</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		57	50
Coût de l'endettement financier brut		(155)	(103)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	3.6	<b>(98)</b>	<b>(53)</b>
Autres produits et charges financiers	3.6	379	(64)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>1 501</b>	<b>488</b>
Impôt sur le résultat	3.7	(731)	(215)
<b>Résultat après impôt</b>		<b>770</b>	<b>273</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	3.1	<b>770</b>	<b>273</b>
<i>Part du Groupe</i>		769	273
<i>Part d'intérêts non contrôlant</i>		1	
Résultat net par action ( <i>en € calculé sur Part du Groupe</i> )	3.9	0,22	0,08
Résultat net dilué par action ( <i>en € calculé sur Part du Groupe</i> )	3.9	0,22	0,08

**ETAT DU RESULTAT GLOBAL au 30 septembre 2013 (Valeurs en K€)**

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2012	Septembre 2013
<b>Résultat net consolidé</b>	3.1	<b>770</b>	<b>273</b>
<b>Produits et charges non comptabilisées en résultat</b>			
Ecart de conversion sur entités étrangères		(117)	165
<b>Résultat global total</b>		<b>653</b>	<b>438</b>
<i>Part du Groupe</i>		652	438
<i>Part des minoritaires</i>		1	

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2013 (Valeurs en K€)**

Rubriques	Notes Annexes	Exercices	
		Septembre 2012	Septembre 2013
<b>Résultat net total consolidé</b>		<b>770</b>	<b>273</b>
<b>Ajustements :</b>			
Elimination des amortissements et provisions		2 367	2 588
Elimination des profits / pertes de réévaluation			
Elimination des résultats de cession, pertes/profits de dilution		215	120
Elimination des produits de dividendes			
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions			
<b>MBA après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>3 352</b>	<b>2 981</b>
Elimination de la charge (produit) d'impôt		731	215
Elimination du coût de l'endettement financier net		98	53
<b>MBA avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>4 181</b>	<b>3 249</b>
Variation des stocks		(684)	1 332
Variation des créances d'exploitation		2 999	743
Variation des dettes d'exploitation		(4 573)	(1 335)
<b>Incidence de la variation du BFR</b>	a	<b>(2 258)</b>	<b>740</b>
Impôts payés	b	238	(448)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>2 161</b>	<b>3 541</b>
Incidence des variations de périmètre	c	(5)	
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 347)	(1 378)
Acquisition d'actifs financiers			
Variation des prêts et avances consentis		50	(93)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			25
Cession d'actifs financiers		1	
Dividendes reçus			
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(1 301)</b>	<b>(1 446)</b>
Augmentation / (Réduction) de capital			
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(71)	(30)
Emission d'emprunts		789	8
Remboursements d'emprunts		(1 511)	(1 580)
Intérêts financiers nets versés		(99)	(66)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		2	
Dividendes payés aux minoritaires		(2)	(1)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(892)</b>	<b>(1 669)</b>
Incidence de la variation des taux de change			(28)
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>(32)</b>	<b>398</b>
Trésorerie d'ouverture		6 979	6 947
<b>Trésorerie de clôture (*)</b>		<b>6 947</b>	<b>7 345</b>

(\*) dont

Titres de placement

0 0

Disponibilités

7 077 8 037

Concours bancaires

(130) (692)

**Trésorerie nette en fin de période**

**6 947 7 345**



## **NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2013**

### **Note a : Variation du BFR**

L'exercice a enregistré une variation favorable du BFR du fait de la baisse d'activité, et ce sur toutes les composantes : stocks et créances d'une part, encours fournisseurs d'autre part.

### **Note b : Impôts payés**

La variation constatée s'explique principalement par le moindre résultat de l'exercice, et donc une moindre imputation de l'impôt théorique dû sur les reports déficitaires antérieurs.

### **Note c : Variations de périmètre**

Néant.

**TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Valeurs en K€)**

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Contribution Groupe	Intérêts hors Groupe
<b>Au 30 septembre 2011 (publié)</b>	<b>3 530 000</b>	<b>11 296</b>	<b>22 155</b>	<b>626</b>	<b>34 077</b>	<b>34 070</b>	<b>7</b>
Dividendes distribués par la société Mère							
Dividendes distribués par les filiales			(1)		(1)		(1)
Affectation du Résultat de l'exercice précédent			626	(626)			
Résultat net de l'exercice 2012 (publié)				858	858	857	1
Elimination des actions propres			(67)		(67)	(67)	
Ecart de conversion			(117)		(117)	(117)	
Variation de périmètre (*)			(5)		(5)		(5)
Perte de valeur sur immobilisations							
Autres variations			(5)		(5)	(5)	
<b>Au 30 septembre 2012 (publié)</b>	<b>3 530 000</b>	<b>11 296</b>	<b>22 586</b>	<b>858</b>	<b>34 740</b>	<b>34 738</b>	<b>2</b>
Ecart de change sur compte courant (**)			88		88		
Correction résultat net de l'exercice 2012				(88)	(88)		
<b>Au 30 septembre 2012 (corrigé)</b>			<b>22 674</b>	<b>770</b>	<b>34 740</b>	<b>34 738</b>	<b>2</b>
Dividendes distribués par la société Mère							
Dividendes distribués par les filiales			(1)		(1)		(1)
Affectation du Résultat de l'exercice précédent			770	(770)			
Résultat net de l'exercice 2013				273	273	273	
Elimination des actions propres			(27)		(27)	(27)	
Ecart de conversion			165		165	165	
Variation de périmètre							
Ecart de change sur compte courant (**)			(248)		(248)	(248)	
Autres variations			(62)		(62)	(63)	1
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>3 530 000</b>	<b>11 296</b>	<b>23 271</b>	<b>273</b>	<b>34 840</b>	<b>34 838</b>	<b>2</b>

(\*) Pour 2012, il s'agit de l'incidence de la prise de participation complémentaire dans MEDIA 6 DESIGN, retraitée selon la norme IFRS 3 révisée qui implique la diminution des réserves consolidées du fait de l'augmentation de la valeur de la filiale depuis l'acquisition originelle.

(\*\*) En application de la norme IAS 21, les écarts de change constatés sur les comptes courants de la société MEDIA 6 avec les sociétés situées hors zone euro ont été comptabilisés directement en capitaux propres.

**- III -**

**ANNEXE  
AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS**

**DU GROUPE MEDIA 6**

**ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2013**

## **PARTIE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 septembre 2013 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 30 septembre 2012, étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012 ont été appliquées par le Groupe, et n'ont pas entraîné d'incidences significatives sur les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 2012/2013.

Ces nouvelles normes, interprétations et amendements appliqués sur l'exercice 2012/2013 et non anticipés dans les états financiers de l'exercice 2011/2012 correspondent à :

- l'amendement de la norme IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012) ;

Le Groupe Média 6 n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire à ce stade :

- l'IAS 19 Révisée « Avantages du personnel » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) ;
- Améliorations annuelles (cycle 2009 – 2011) (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) ;
- l'amendement de la norme IAS 12 « Impôts différés liés à des actifs réévalués » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) ;
- l'IFRS 10 relative aux états financiers consolidés (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'IFRS 11 « Partenariats », (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'IFRS 12 relative aux informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'IFRS 13 concernant l'évaluation à la juste valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) ;
- l'amendement de la norme IAS 28 révisée « Participation dans les entreprises associées » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'amendement de la norme IAS 32 « Compensation des actifs et des passifs financiers » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir-Compensation des actifs et passifs financiers » » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) ;
- l'IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) ;
- l'amendement IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Transition » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'amendement IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Société d'investissement » (non adopté- applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- IFRS 9 - Instruments financiers et Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 subséquents (non adopté- applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015) ;
- l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » (non adopté- applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- l'amendement à IAS 36 « Information à fournir relatives à la valeur recouvrable des actifs non financiers » (non adopté – applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014).

Le Groupe MEDIA 6 est en cours d'analyse de ces nouvelles normes. Il n'attend pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du fait de leur application.

Les premiers comptes publiés selon les normes IFRS ont concerné l'exercice clos au 30 septembre 2006. Le Groupe MEDIA 6 a retenu les méthodes et options suivantes :

- **immobilisations** : conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, la direction du Groupe a choisi d'évaluer ses bâtiments d'exploitation (constructions et agencements) détenus par les entités françaises, en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises, à la juste valeur au 1<sup>er</sup> octobre 2004. A cet effet, chacun des sites concernés a fait l'objet d'une expertise spécifique conduite par un cabinet indépendant reconnu.

Les valeurs vénales ainsi établies constituent les nouvelles valeurs brutes au bilan d'ouverture IFRS et les futures bases d'amortissement. Sur la base d'une analyse technique des bâtiments réalisée par le même cabinet d'expertise, la nouvelle valeur brute de chacun des bâtiments a été ventilée en trois composants : gros œuvre, toiture et couverture, ouvrants et agencements.

La Direction estime que leur amortissement doit être pratiqué, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004, en tenant compte d'une valeur résiduelle nulle, selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité résiduelles par bâtiment et composant, établies par le cabinet d'expertise. Celles-ci sont comprises dans les intervalles indiqués ci-après :

Gros œuvre .....	de 15 à 60 ans
Toiture et couverture .....	de 5 à 40 ans
Ouvrants et agencements .....	de 2 à 10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont évaluées sur base de la valeur historique soit à la date de leur mise en service, soit à leur date d'entrée dans le Groupe.

Les amortissements ont été recalculés en tenant compte d'une durée d'utilité minimale pour les immobilisations les plus significatives, selon le mode linéaire (le mode dégressif demeurera uniquement en social), de façon rétrospective, et sans tenir compte de valeurs résiduelles.

- **stock-options** : les plans d'options d'achat d'actions octroyés par le Groupe à certains de ses salariés et dirigeants ont été retraités conformément à IFRS 2 de manière totalement rétrospective (modèle de valorisation Black & Scholes). La norme requiert la constatation en résultat par contrepartie des réserves d'une charge équivalente au montant des services rendus par les bénéficiaires de stocks options.
- **avantages au personnel** : au regard de la norme IAS 19, les indemnités de départ en retraite dues par le Groupe en application des dispositions légales ont été recalculées en prenant en compte les hypothèses actuarielles requises : revalorisation salariale, incidence des charges sociales, taux d'actualisation fondé sur les obligations de 1<sup>ère</sup> catégorie.
- **impôts différés** : les impôts différés constatés correspondent aux effets des ajustements IFRS comptabilisés.

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite (note 2.11) et la valorisation des écarts d'acquisition (notes 2.1 et 2.3.1) et l'évaluation des ensembles immobiliers (note 2.3)

Le contexte actuel de la crise économique rend plus complexe l'élaboration de perspectives en termes d'activité, de financement ainsi que la préparation des comptes, notamment en matière d'estimations comptables.

Dans chacune des rubriques concernées de l'annexe sont mentionnées les règles spécifiques afférentes.

Les comptes annuels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 7 janvier 2014.

## Application de la norme IAS 8 « Méthodes comptables changements d'estimations comptables et erreurs »

Lors de l'élaboration de ses comptes consolidés au 30 septembre 2013, le Groupe a décidé d'appliquer la norme comptable IAS 21 relative aux effets des variations des cours des monnaies étrangères.

Conformément à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012 présenté en comparatif ont été retraités comme si l'application de la norme IAS 21 avait été effectuée au premier jour de la première période présentée. L'impact de la correction est présenté ci-après :

### Compte de résultat consolidé synthétique clos le 30 septembre 2012 (Valeurs en K€)

	Septembre 2012 publié	Corrections	Septembre 2012 corrigé
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 220</b>		<b>1 220</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(98)</b>		<b>(98)</b>
Autres produits et charges financiers	485	(106)	379
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 607</b>	<b>(106)</b>	<b>1 501</b>
Charges d'impôt	(749)	18	(731)
<b>Résultat net total</b>	<b>858</b>	<b>(88)</b>	<b>770</b>
<i>Part du Groupe</i>	857	(88)	769
<i>Part des minoritaires</i>	1		1
Résultat net par action ( <i>en € calculé sur Part du Groupe</i> )	0,24	(0,02)	0,22

### Bilan consolidé synthétique clos le 30 septembre 2012 (Valeurs en K€)

	Septembre 2012 publié	Corrections	Septembre 2012 corrigé
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>62 305</b>		<b>62 305</b>
Capital	11 296		11 296
Actions propres	(1 577)		(1 577)
Réserves de conversion	(165)	(3)	(168)
Réserves Groupe	24 327	91	24 418
Résultat de période	857	(88)	769
<b>Total Capitaux propres (Part du Groupe)</b>	<b>34 738</b>		<b>34 738</b>
Intérêts minoritaires	2		2
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>34 740</b>		<b>34 740</b>
<b>Total Passifs non courants</b>	<b>7 610</b>		<b>7 610</b>
<b>Total Passifs courants</b>	<b>19 955</b>		<b>19 955</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>62 305</b>		<b>62 305</b>

Les comptes au 30 septembre 2012 présentés en comparatifs dans les états financiers sont les comptes corrigés.

### **Note 1.0 : Faits marquants de l'exercice**

- Comme en 2012, l'année écoulée aura été marquée par un net redressement des marges opérationnelles en Chine. Par ailleurs, l'unité de production de DONGGUAN a fait l'objet d'un changement de localisation en cours d'année dans la même province, mais sur un site plus approprié.
- En janvier 2013, la société ALDIGE, locataire des locaux situés à Machecoul (44) appartenant à la société MEDIASIXTE ALDIGE a demandé à résilier son bail au 31 août 2013.  
De son côté, La société MEDIASIXTE ALDIGE a fait expertiser ces locaux afin de les mettre en location à partir de septembre 2013. La valeur d'expertise a été établie à 545 K€. En conséquence, les locaux ont été réévalué au 1<sup>er</sup> septembre 2013 à la valeur d'expertise, ce qui a dégagé une plus-value de 216 K€.  
Le 18 octobre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a signé une promesse de vente qui s'est finalement concrétisée le 19 décembre 2013. De ce fait, la valeur de ces locaux, soit 545 K€, a été positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés ».
- Afin de mieux répondre aux exigences du marché et de bénéficier de meilleures synergies, le Groupe a décidé de regrouper les activités d'agencement des sociétés MEDIA 6 PHARMACIE et MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en fusionnant ces deux sociétés.  
La fusion des sociétés MEDIA 6 PHARMACIE (absorbée) et MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS (absorbante) a été validée par les Assemblées Générales du 30 septembre 2013 tenues dans les sociétés concernées. Cette fusion est à effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2012.
- Il rappelé qu'afin d'adapter ses moyens à la nouvelle configuration du marché, le Groupe avait élaboré et proposé en 2010 un projet de réorganisation de ses activités carton et plastique qui prévoyait :
  - Le regroupement des activités industrielles carton et plastique sur un site industriel unique, en l'occurrence celui de La Ferté Milon (site de MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE) ;
  - La fusion des sociétés MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (absorbée) et MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE (absorbante) avec un changement de dénomination sociale en MEDIA 6 PRODUCTION PLV ;
  - Des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) associés à la suppression de 63 postes de travail pour l'ensemble des activités concernées.Les Assemblées Générales du 7 février 2011 tenues dans les sociétés concernées avaient par ailleurs avalisé la fusion à effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2010 ainsi que le changement de dénomination sociale. Sur le plan opérationnel, le fonctionnement de la nouvelle entité s'est nettement amélioré sur l'exercice écoulé, renouant avec des marges brutes comparables à celles enregistrées avant la réorganisation des activités.

### **Note 1.1 : Périmètre et méthode de consolidation**

Tous les états financiers des sociétés du Groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le Groupe y exerçant un contrôle exclusif.

Le périmètre d'intégration n'a pas évolué par rapport à l'exercice 2011/2012.

**PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (1/2)**

<b>Sociétés</b>	<b>Adresse</b>	<b>RCS</b>	<b>% d'intérêts</b>
<b>MEDIA 6 SA</b>	<b>33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France</b>	<b>311 833 693</b>	<b>Mère</b>
<b><u>Sociétés de services</u></b>			
MEDIA 6 DESIGN	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	712 015 650	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazarne	311 508 543	100,00%
MEDIA 6 INSTALLATION	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	394 882 161	100,00%
<b><u>Sociétés de production et de commercialisation</u></b>			
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	413 902 214	100,00%
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	484 325 618	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazarne	484 253 695	100,00%
ALDIGE	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazarne	484 245 295	100,00%
MEDIACOLOR SPAIN	7 Carrasco I Formiguera 08302 - Mataro (Espagne)		99,92%
MEDIA 6 ASIA	8/F., Tower 1, Tern Centre 237, Queen's Road Central (Hong-Kong)		100,00%
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
ARTIUM PRODUCTION Ltd	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd	Dongguan City, Tiankin village, Huang Jiang Town Plant B, Ju Long Industriazl Park, 1 Hu Die road		100,00%
MEDIA 6 ROMANIA	Str. Pompelor Nr. 3 100411 - Ploiesti (Roumanie)		100,00%



PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (2/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
<b><u>Sociétés à vocation immobilière</u></b>			
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	775 546 351	100,00%
MEDIASIXTE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	342 002 276	100,00%
MEDIASIXTE ALDIGE	ZI de la Seiglerie 44270 - Machecoul	412 229 957	100,00%
MEDIASIXTE BOIS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazarne	378 519 433	100,00%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	501 591 721	100,00%
MEDIASIXTE METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	727 380 230	100,00%
MEDIASIXTE CZ <i>(en cours de fermeture)</i>	Cerpadlova 4 190 00 Praha 9 (République Tchèque)		100,00%
QUAI DE SEINE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	393 847 140	100,00%
<b><u>Sociétés sans activité ou en sommeil</u></b>			
MEDIA 6 PLV <i>(sans activité)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	347 574 493	100,00%
COULEUR 6 INC <i>(en sommeil)</i>	1155, boulevard René Levesque Ouest Bureau 2810, Montréal, Québec H3B2L2 Canada		100,00%

## PARTIE 2 : NOTES ANNEXES AU BILAN

### Note 2.0 : Conversion des états financiers et des opérations en devises

Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 30 septembre 2013 pour les autres postes du bilan et au cours moyen annuel pour le compte de résultat. Cette évaluation des comptes financiers s'est traduite par la comptabilisation d'un écart de conversion en augmentation des capitaux propres part du Groupe de 165 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont effectués en euros, le chiffre d'affaires à l'export étant lui-même réalisé en euros.

### Note 2.1 : Goodwill (Valeurs en K€)

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées, et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à cette date.

Sociétés	Montant net au 30/09/12	Montant net au 30/09/13
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	1 171	1 171
MEDIA 6 DESIGN	1 530	1 530
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	1 952	1 952
MEDIA 6 PHARMACIE	302	
MEDIACOLOR SPAIN	432	432
MEDIA 6 INSTALLATION	321	321
MEDIA 6 - POLE ASIE	2 107	2 107
<b>TOTAL</b>	<b>7 815</b>	<b>7 513</b>

Lors du réexamen annuel de l'ensemble des goodwills, il n'a été apporté aucun correctif à la valorisation des goodwills résiduels tels que calculés au 30 septembre 2013 (voir note 2.3.1) en dehors de celui relatif à la société MEDIA 6 PHARMACIE déjà constaté au 31 mars 2013 en raison de perte de valeur.

### Note 2.2 : Immobilisations incorporelles (Valeurs en K€)

Immobilisations incorporelles	30/09/12	+	-	30/09/13
Valeur brute	1 715	191	(31)	1 875
Amortissements et dépréciations	(1 566)	(88)	22	(1 632)
<b>TOTAL</b>	<b>149</b>	<b>103</b>	<b>(9)</b>	<b>243</b>

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels, amortis linéairement sur 36 mois.

## Note 2.3 : Immobilisations corporelles et immeubles de placement

### Méthode

En dehors des constructions et agencements des bâtiments d'exploitation en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises qui ont été évalués à la juste valeur au 1<sup>er</sup> octobre 2004 sur la base d'une expertise conduite par un cabinet indépendant reconnu, les immobilisations sont évaluées initialement à leur coût, diminué ensuite du cumul des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements retenus sont linéaires pour l'ensemble des actifs.

Les principales durées d'utilisation sont rappelées ci-après :

Postes de l'Actif	Durée
<b>Constructions</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gros œuvre, structure</li> <li>• Toiture et couverture</li> <li>• Agencements</li> </ul>	de 15 à 60 ans
<b>Machines</b>	de 5 à 40 ans
<b>Autres</b>	de 2 à 10 ans
	de 5 à 10 ans
	de 3 à 5 ans

### Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2011-2012 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/11	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/12
<b>Valeurs brutes</b>					
Terrains	1 348				1 348
Constructions	18 178	68	(22)		18 224
Immeubles de placement	5 150				5 150
Matériel et outillage	18 973	569	(702)	40	18 880
Autres immobilisations corporelles	5 103	167	(76)	(10)	5 184
Immobilisations corporelles en cours	123	119	(89)	(30)	123
Avances et acomptes		696			696
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>48 875</b>	<b>1 619</b>	<b>(889)</b>		<b>49 605</b>
<b>Amortissements et Dépréciations</b>					
Terrains	(71)	(3)			(74)
Constructions	(4 899)	(905)			(5 804)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(15 435)	(1 055)	611		(15 879)
Autres immobilisations corporelles	(4 119)	(290)	74		(4 335)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>(24 524)</b>	<b>(2 253)</b>	<b>685</b>		<b>(26 092)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Terrains	1 277	(3)			1 274
Constructions	13 279	(837)	(22)		12 420
Immeuble de placement	5 150				5 150
Matériel et outillage	3 538	(486)	(91)	40	3 001
Autres immobilisations corporelles	984	(123)	(2)	(10)	849
Immobilisations corporelles en cours	123	119	(89)	(30)	123
Avances et acomptes		696			696
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>24 351</b>	<b>(634)</b>	<b>(204)</b>		<b>23 513</b>

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2012-2013 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/12	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/13
<b>Valeurs brutes</b>					
Terrains	1 348		(16)	(34)	1 298
Constructions	18 224	48		(414)	17 858
Immeubles de placement	5 150			(200)	4 950
Matériel et outillage	18 880	268	(96)	732	19 784
Autres immobilisations corporelles	5 184	106	(222)	15	5 083
Immobilisations corporelles en cours	123	83	(9)	(112)	85
Avances et acomptes	696	23		(696)	23
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>49 605</b>	<b>528</b>	<b>(343)</b>	<b>(709)</b>	<b>49 081</b>
<b>Amortissements et Dépréciations</b>					
Terrains	(74)	(3)			(77)
Constructions	(5 804)	(914)		181	(6 537)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(15 879)	(1 114)	39		(16 954)
Autres immobilisations corporelles	(4 335)	(276)	213		(4 398)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>(26 092)</b>	<b>(2 307)</b>	<b>252</b>	<b>181</b>	<b>(27 966)</b>
<b>Valeurs nettes</b>					
Terrains	1 274	(3)	(16)	(34)	1 221
Constructions	12 420	(866)		(233)	11 321
Immeuble de placement	5 150			(200)	4 950
Matériel et outillage	3 001	(846)	(57)	732	2 830
Autres immobilisations corporelles	849	(170)	(9)	15	685
Immobilisations corporelles en cours	123	83	(9)	(112)	85
Avances et acomptes	696	23		(696)	23
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>23 513</b>	<b>(1 779)</b>	<b>(91)</b>	<b>(528)</b>	<b>21 115</b>

L'immeuble de Saint-Denis (ancien siège social du Groupe appartenant à la société QUAI DE SEINE) a été considéré comme immeuble de placement à la clôture au 30 septembre 2009.

A la suite du regroupement des activités carton et plastique sur le site de La Ferté Milon courant novembre 2010, l'immeuble de Francières (appartenant à la société MEDIASIXTE et utilisé par l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON) a également été considéré comme immeuble de placement.

Lors de l'arrêté des comptes, une analyse de la juste valeur de chacun de ces immeubles a été effectuée :

- Pour l'immeuble de Saint-Denis, une expertise de la valeur vénale du patrimoine immobilier a été réalisée qui n'a entraîné aucune variation de valeur sur l'exercice.
- Pour l'immeuble de Francières, une expertise de la valeur vénale du patrimoine immobilier a été réalisée qui a conduit à constater une dépréciation de valeur de 200 K€.

La valeur des locaux de Machecoul appartenant à la société MEDIASIXTE ALDIGE (terrains + constructions) a été reclassée en actifs non courants destinés à être cédés (cf. Note 1.0 : Faits caractéristiques de l'exercice). La vente est intervenue le 19 décembre 2013.

### Crédit bail (Valeurs en K€)

Les biens en crédit bail font l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété sauf pour le crédit-bail des locaux de Mediasixte Aldige qui a été positionné en « actifs non courants destinés à être cédés », le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers ont été ventilés entre les postes de dotations aux amortissements et de frais financiers. Les principaux contrats en cours concernent les locaux et des matériels industriels des sociétés MEDIASIXTE ALDIGE, MEDIASIXTE BOIS, MEDIASIXTE METAL.

Immobilisations en crédit bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes au 30/09/13
		exercice	cumul	
Terrains	51			51
Constructions	2 776	(185)	(2 267)	509
Autres immobilisations corporelles	154		(154)	
<b>TOTAUX</b>	<b>2 981</b>	<b>(185)</b>	<b>(2 421)</b>	<b>560</b>

Engagements de crédit bail	Redevances			Prix d'achat résiduel
	payées		à payer	
	exercice	cumul	total	
Terrains et constructions	179	2 784	348	
Installations techniques - matériels				
<b>TOTAUX</b>	<b>179</b>	<b>2 784</b>	<b>348</b>	

Engagements de crédit bail	Redevances à payer			
	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains et constructions	140	208		348
Installations techniques - matériels				
<b>TOTAUX</b>	<b>140</b>	<b>208</b>		<b>348</b>

#### Note 2.3.1 : Tests de valorisation des actifs immobilisés

Des tests de valorisation sont pratiqués par Unités Génératrices de Trésorerie (entités juridiques en France et à l'étranger) pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les goodwill. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de cession, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs (valeur des free cash flows actualisés sur 5 ans au taux de 10% pour l'ensemble de ses filiales européennes sauf MEDIACOLOR SPAIN (11%) et de 9,5% pour la Chine.

Ce taux d'actualisation (WACC) est déterminé de la façon suivante pour les filiales européennes (sauf Espagne) :

$$\text{WACC} = (\text{Coût des fonds propres} \times 80\%) - (\text{Coût de la dette} \times 20\%)$$

Avec : Coût des fonds propres = Taux sans risque + (prime de risque x coefficient  $\beta$ )

$$\text{Coût de la dette} = (\text{Taux sans risque} + \text{Spread}) \times (1 - \text{taux IS})$$

$$\text{Coefficient } \beta = \beta \text{ désendetté} \times (1 + (\text{Gearing cible} \times (1 - \text{taux IS})))$$

Les valeurs prises en compte sont les suivantes :

$$\text{Taux sans risque} = 2,41\% \text{ (Taux Bund allemand maturité 10 ans - moyenne historique 5 ans)}$$

$$\beta \text{ désendetté} = 0,98 \text{ (déterminé en 2011 sur la base de comparable)}$$

$$\text{Prime de risque} = 8,01\% \text{ (historique 5 ans)}$$

$$\text{Spread} = 2,11\%$$

La tendance relative aux hypothèses d'activité est cohérente avec les dernières estimations budgétaires, qui tiennent compte des réalisations enregistrées sur les exercices précédents. Les taux de marge opérationnels pris en compte sont cohérents avec les taux de marge constatés.

La valeur finale égale à la rente du dernier free cash flow actualisé à l'infini avec ou sans croissance. La variation de +/- 1 point du taux d'actualisation et du taux de croissance ne remet pas en cause ces valeurs.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction du Groupe

Il est ainsi rappelé qu'au 31 mars 2013, le goodwill relatif à la société MEDIA 6 PHARMACIE a été entièrement déprécié. Aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée au 30 septembre 2013.

#### **Note 2.4 : Autres actifs financiers**

L'augmentation de ce poste par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement du versement de nouveaux dépôts de garantie (57 K€). Il est précisé par ailleurs la diminution de la valeur des titres de la société QUIVIDI (-25 K€) intervenue suite à la cession d'une partie de ces titres.

#### **Note 2.5 : Stocks et en cours**

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré.

Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogue produits » ni de « tarif produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque prix matière.

<b>Stocks et en-cours de production</b>	<b>30/09/12</b>	<b>30/09/13</b>
Matières premières	2 984	2 714
En-cours de production	1 126	989
Produits finis	2 160	1 888
Marchandises	1 707	680
<b>Total stocks bruts</b>	<b>7 977</b>	<b>6 271</b>
Matières premières	(437)	(134)
En-cours de production	(39)	(26)
Produits finis	(85)	(83)
Marchandises	(32)	(12)
<b>Total dépréciations</b>	<b>(593)</b>	<b>(255)</b>
<b>Total stocks nets</b>	<b>7 384</b>	<b>6 016</b>

**Note 2.6 : Créances clients et autres débiteurs (Valeurs en K€)**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont à moins d'un an. Une dépréciation ou perte de valeur est constatée dans le cas où un litige est identifié ou lorsqu'il existe un risque de survenance d'impayé.

Créances clients et autres créances	30/09/12	30/09/13
Créances clients ( <i>brutes</i> )	11 806	11 909
Dépréciations	(984)	(707)
<b>Créances clients (<i>nettes</i>)</b>	<b>10 822</b>	<b>11 202</b>
<b>Créances sur personnel et organismes sociaux</b>	<b>42</b>	<b>18</b>
<b>Créances fiscales</b>	<b>1 293</b>	<b>1 218</b>
Autres créances ( <i>brutes</i> )	1 620	461
Dépréciations		
<b>Autres créances (<i>nettes</i>)</b>	<b>1 620</b>	<b>461</b>
<b>Total créances clients et autres débiteurs (<i>nettes</i>)</b>	<b>13 777</b>	<b>12 899</b>

Les échéances des créances clients au 30 septembre 2013 s'analysent comme suit, étant précisé que l'échu à plus de 360 jours est majoritairement constitué de créances douteuses provisionnées à 100% (base HT) :

Échéances créances clients	30/09/12	30/09/13
Non échu	8 153	9 320
Echu de 1 à 90 jours	1 992	1 177
Echu de 91 à 180 jours	177	129
Echu de 180 à 360 jours	41	114
Echu > 360 jours	1 443	1 169
<b>Total créances clients (<i>brutes</i>)</b>	<b>11 806</b>	<b>11 909</b>

**Note 2.7 : Créances d'impôt et autres actifs courants (Valeurs en K€)**

Créances d'impôt et autres actifs courants	30/09/12	30/09/13
Créance d'impôt	28	30
Prêts et cautionnement à moins d'un an	2	37
Charges constatées d'avance	302	323
<b>Total autres actifs courants</b>	<b>332</b>	<b>390</b>

**Note 2.8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie (Valeurs en K€)**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	30/09/12	30/09/13
Équivalents de trésorerie (Sicav et FCP monétaires)		
Trésorerie	7 077	8 037
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>7 077</b>	<b>8 037</b>

La trésorerie excédentaire est placée en comptes à terme ou en comptes courants bancaires rémunérés.

## Note 2.9 : Capitaux propres

Au 30 septembre 2013, le capital social de 11 296 K€ est composé de 3 530 000 actions d'une valeur nominale de 3,20 €, de même catégorie et entièrement libérées.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 29 mars 2013, la société MEDIA 6 détenait 242 564 actions en propre au 30 septembre 2013 comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant de 1 604 K€.

## Note 2.10 : Passifs financiers

L'endettement financier global (courant et non courant) a diminué depuis le 30 septembre 2012, passant d'un montant de 4 107 K€ à 2 523 K€.

### Variation des emprunts et dettes financières (Valeurs en K€)

Passif non courants	30/09/12	+	-	Reclass.	30/09/13
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 109			(1 196)	913
Emprunts (crédit-bail)	332			(131)	201
Autres emprunts et dettes assimilées	63		(5)	(19)	39
<b>Total Passifs non courants</b>	<b>2 504</b>		<b>(5)</b>	<b>(1 346)</b>	<b>1 153</b>

Passifs courants	30/09/12	+	-	Reclass.	30/09/13
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 411		(1 410)	1 196	1 197
Emprunts (crédit-bail)	165		(165)	131	131
Concours bancaires	130	562			692
Autres emprunts et dettes assimilées		8		19	27
Intérêts courus sur emprunts	27		(12)		15
<b>Total Passifs courants</b>	<b>1 733</b>	<b>570</b>	<b>(1 587)</b>	<b>1 346</b>	<b>2 062</b>

### Echéancier des emprunts et dettes financières (Valeur en K€)

Nature des emprunts et dettes financières	30/09/13	Échéance		
		- 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus 5 ans
Emprunts bancaires à taux variables	1 019	562	457	
Emprunts bancaires à taux fixes	1 091	635	456	
Crédit-bail immobilier	332	131	201	
Autres emprunts et dettes assimilées	66	27	39	
Banques créditrices	692	692		
Intérêts sur emprunts	15	15		
<b>TOTAL</b>	<b>3 215</b>	<b>2 062</b>	<b>1 153</b>	<b>0</b>

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA et sociétés immobilières).



Les passifs financiers par année se décomposent comme suit :

	du 01/10/13 au 30/09/14	du 01/10/14 au 30/09/15	du 01/10/15 au 30/09/16	du 01/10/16 au 30/09/17	du 01/10/17 au 30/09/18	Total
Emprunts banc. à taux variable - nominal	562	150	152	155		1 019
Emprunts banc. à taux variable - intérêts	11	6	4	1		22
Emprunts banc. à taux fixe - nominal	635	456				1 091
Emprunts banc. à taux fixe - intérêts	40	10				50
Crédit-bail immobilier - nominal	131	122	79			332
Crédit-bail immobilier - intérêts	10	6	1			17
Autres emprunts et dettes assimilés	27	39				66
Banques créditrices	692					692
<b>TOTAL</b>	<b>2 108</b>	<b>789</b>	<b>236</b>	<b>156</b>	<b>0</b>	<b>3 289</b>

#### Risque de taux d'intérêt

Les emprunts du Groupe essentiellement contractés et enregistrés dans les comptes de MEDIA 6 SA sont soit à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois, soit à taux fixe.

#### Risque de change

Le Groupe MEDIA 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes.

Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro - MEDIA 6 ROMANIA, MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd, ARTIUM PRODUCTION Ltd, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd - et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du Groupe.

En tout état de cause, si les circonstances l'exigent, des couvertures spécifiques sont constituées sur la base des parités contractuelles tant à l'achat (fournisseurs) qu'à la vente (clients) dès lors qu'un risque potentiel est identifié.

#### Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

**Note 2.11 : Engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)****Indemnités de fin de carrière**

Le risque de départ en retraite est provisionné dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI
Date départ à la retraite	60 à 67 ans
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite
Probabilité du risque	jusqu'à 40 ans d'âge ⇒ de 1,5% à 15% de risque de 41 ans à 50 ans d'âge ⇒ de 18% à 45% de risque de 51 ans à 67 ans d'âge ⇒ de 50% à 100% de risque
Taux moyen revalorisation des salaires	1%
Taux moyen charges soc. patronales	45%
Actualisation	2,91 % au 30/09/12 et 3.05 % au 30/09/13 <i>(Source Taux iBoxx Corporates AA)</i>

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie (table de mortalité 2009) et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation. Ce calcul tient compte de la nouvelle loi sur les départs à la retraite.

A partir de ces hypothèses, l'impact annuel enregistré en résultat courant se décompose comme suit :

- Coût des services rendus : -93 K€
- Coût financier : -32 K€
- Impact des variations actuarielles : +39 K€
- Impact des entrées/sorties de l'exercice : +74 K€

Soit au total, une charge de 12 K€.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales espagnole, roumaine, hongkongaises et chinoise, ces dernières n'ayant aucune obligation légale en la matière.

**Variation des engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)**

Engagements envers le personnel	30/09/12	+	-	30/09/13
Provisions indemnités de départ à la retraite	1 099	63	(51)	1 111
<b>Total engagements envers le personnel</b>	<b>1 099</b>	<b>63</b>	<b>(51)</b>	<b>1 111</b>

Autres provisions	30/09/12	Augm. Dotat.	Diminution		30/09/13
			Utilisat.	Reprise	
Provisions pour litiges	123	106	(36)		193
Provisions pour charges					
Provisions pour risques sociaux	421	20	(382)		59
<b>Sous-total Non courant</b>	<b>544</b>	<b>126</b>	<b>(418)</b>		<b>252</b>
Provisions pour charges(<1an)					
Provisions pour litiges (< 1 an)					
Provisions pour risques sociaux (< 1 an)					
Provisions pour restructuration (< 1 an)					
<b>Sous-total Courant</b>					
<b>Total autres provisions</b>	<b>544</b>	<b>126</b>	<b>(418)</b>		<b>252</b>

**Note 2.12 : Dettes fournisseurs et autres créditeurs** (Valeurs en K€)

Les dettes fournisseurs et des autres créditeurs sont à moins d'un an.

Dettes fournisseurs et autres créditeurs	30/09/12	30/09/13
Fournisseurs	8 593	8 796
Dettes sur acquisitions d'actifs	500	57
Dettes sociales	3 136	3 011
Dettes fiscales	1 777	1 306
Dividendes à payer	5	4
Autres dettes	3 318	2 456
<b>Total dettes fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>17 329</b>	<b>15 630</b>

**Note 2.13 : Autres passifs courants** (Valeurs en K€)

Autres passifs courants	30/09/12	30/09/13
Produits constatés d'avance	679	608
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>679</b>	<b>608</b>

**Note 2.14 : Informations sectorielles**

**Éléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2012 (Valeurs en K€)**

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/12
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Actifs non courants</b>				
Goodwill	5 662	2 153		7 815
Immobilisations incorporelles	38	111		149
Immobilisations corporelles	4 357	220	13 786	18 363
Immeuble de placement			5 150	5 150
Impôts différés	65	963		1 028
Autres actifs non courants		1 075		1 075
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et en-cours	6 930	454		7 384
Clients et autres débiteurs	8 932	4 705	140	13 777
Créances d'impôt et autres actifs courants	209	63	60	332

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/12
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Passifs non courants</b>				
Passifs financiers non courants	24	1 019	1 461	2 504
Engagements envers le personnel	519	580		1 099
Autres provisions	82	436	26	544
Impôts différés	222		3 235	3 457
Autres passifs non courants	0		6	6
<b>Passifs courants</b>				
Passifs financiers courants (moins d'un an)	35	892	806	1 733
Provisions (part à moins d'un an)	0			
Fournisseurs et autres créditeurs	10 506	6 334	489	17 329
Dettes d'impôt	214			214
Autres passifs courants	241	91	347	679

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2013 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/13
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Actifs non courants</b>				
Goodwill	5 662	1 851		7 513
Immobilisations incorporelles	117	126		243
Immobilisations corporelles	3 428	141	12 596	16 165
Immeuble de placement			4 950	4 950
Impôts différés	165	761		926
Autres actifs non courants		1 238		1 238
Actifs non courants destinés à être cédés			545	545
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et en-cours	5 910	106		6 016
Clients et autres débiteurs	9 802	2 925	172	12 899
Créances d'impôt et autres actifs courants	218	113	59	390

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/13
		Non Immobilier	Immobilier	
<b>Passifs non courants</b>				
Passifs financiers non courants		457	696	1 153
Engagements envers le personnel	570	541		1 111
Autres provisions	177	49	26	252
Impôts différés	96		3 205	3 301
Autres passifs non courants			4	4
<b>Passifs courants</b>				
Passifs financiers courants (moins d'un an)	26	1 237	799	2 062
Provisions (part à moins d'un an)	0			
Fournisseurs et autres créditeurs	10 898	4 220	512	15 630
Dettes d'impôt	148			148
Autres passifs courants	271		337	608

**Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2012 (Valeurs en K€)**

Nature d'investissements	Production	Services	Total
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Concessions, brevets	9	1	10
Autres immobilisations incorporelles	3	73	76
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes		9	9
<b>Sous-Total immobilisations incorporelles</b>	<b>12</b>	<b>83</b>	<b>95</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions	1	67	68
Matériel et outillage	569		569
Autres immobilisations corporelles	90	77	167
Immobilisations corporelles en cours	43	76	119
Avances et acomptes	696		696
<b>Sous-Total immobilisations corporelles</b>	<b>1 399</b>	<b>220</b>	<b>1 619</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>1 411</b>	<b>303</b>	<b>1 714</b>

**Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2013 (Valeurs en K€)**

Nature d'investissements	Production	Services	Total
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Concessions, brevets	59		59
Autres immobilisations incorporelles	55	77	132
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Sous-Total immobilisations incorporelles</b>	<b>114</b>	<b>77</b>	<b>191</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions	6	42	48
Matériel et outillage	266	1	267
Autres immobilisations corporelles	59	49	108
Immobilisations corporelles en cours	39	43	82
Avances et acomptes	23		23
<b>Sous-Total immobilisations corporelles</b>	<b>393</b>	<b>135</b>	<b>528</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>507</b>	<b>212</b>	<b>719</b>

**Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2012** (Valeurs en K€)

	<b>Production</b>	<b>Services</b>	<b>Total</b>
Immobilisations incorporelles	(21)	(26)	(47)
Immobilisations corporelles	(1 214)	(1 039)	(2 253)
<b>Total Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(1 235)</b>	<b>(1 065)</b>	<b>(2 300)</b>

**Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2013** (Valeurs en K€)

	<b>Production</b>	<b>Services</b>	<b>Total</b>
Immobilisations incorporelles	(35)	(53)	(88)
Immobilisations corporelles	(1 271)	(1 036)	(2 307)
<b>Total Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(1 089)</b>	<b>(2 395)</b>

## PARTIE 3 : NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 3.0 : Chiffre d'affaires

#### Méthode de reconnaissance du Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée :

- soit à la livraison des produits (base Ex Work - départ usine ou entrepôt)
- soit à l'avancement pour les prestations de services (installation, agencement...)

#### Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités (Valeurs en K€)

Les principes de classement des différentes activités du Groupe par secteurs sont les suivants :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux
- Mèches et mèches.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité	30/09/12	30/09/13
Secteur Production	46 801	43 902
Secteur Services	15 185	9 600
<b>TOTAL</b>	<b>61 986</b>	<b>53 502</b>

#### Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs géographiques (Valeurs en K€)

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	30/09/12	30/09/13
France	49 960	40 826
Europe ( <i>hors France</i> )	5 354	4 866
Reste du monde	6 672	7 810
<b>TOTAL</b>	<b>61 986</b>	<b>53 502</b>

Le chiffre d'affaires « Reste du monde » correspond à l'activité des filiales en Chine.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.



**Note 3.1 : Résultats par secteurs d'activité****Résultat Opérationnel** (Valeurs en K€)

Résultats Opérationnels	30/09/12	30/09/13
Secteur Production	(1 072)	(1 305)
Secteur Services	2 292	1 910
<b>TOTAL</b>	<b>1 220</b>	<b>605</b>

**Résultat Nets** (Valeurs en K€)

Résultats Nets	30/09/12	30/09/13
Secteur Production	(1 195)	(1 560)
Secteur Services	1 965	1 833
<b>TOTAL</b>	<b>770</b>	<b>273</b>

**Note 3.2 : Charges de personnel** (Valeurs en K€)

Charges de personnel	30/09/12	30/09/13
Salaires	(13 623)	(12 500)
Charges sociales	(5 068)	(4 927)
Frais d'intérim	(1 550)	(952)
Participation		
Dotations nettes engagements de retraite	(284)	(12)
<b>TOTAL</b>	<b>(20 525)</b>	<b>(18 391)</b>

**Note 3.3 : Dotations aux amortissements et provisions (Valeurs en K€)**

Dotations aux amortissements	30/09/12	30/09/13
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(47)	(88)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(2 253)	(2 307)
<b>Dotations aux amortissements des immobilisations</b>	<b>(2 300)</b>	<b>(2 395)</b>

Dotations nettes aux provisions	30/09/12	30/09/13
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	(126)	(20)
Dotations aux provisions pour autres litiges	(58)	(106)
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	(345)	(124)
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>(529)</b>	<b>(250)</b>
Reprises / utilisations sur provisions pour litiges salariaux	213	
Reprises / utilisations sur provisions pour autres litiges	76	
Reprises / utilisations sur dépréciations des actifs circulants	150	
<b>Reprises / utilisations sur provisions</b>	<b>439</b>	
<b>Dotations nettes aux provisions</b>	<b>(90)</b>	<b>(250)</b>

Les reprises de provisions utilisées ont été positionnées en déduction des charges comptabilisées de même nature.

**Note 3.4 : Autres produits et charges d'exploitation (Valeurs en K€)**

Autres produits et charges d'exploitation	30/09/12	30/09/13
Autres charges d'exploitation	(578)	(220)
Autres produits d'exploitation	41	17
<b>Total autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>(537)</b>	<b>(203)</b>

**Note 3.5 : Variations de juste et valeur et Autres produits et charges opérationnels (Valeurs en K€)**

Variations de juste valeur	30/09/12	30/09/13
Variation de juste valeur Immeuble Machecoul (44)		216
Variation de juste valeur Immeuble Francières - Estrées St Denis (60)		(200)
<b>Total Variations de juste valeur</b>		<b>16</b>

Autres produits et charges opérationnels	30/09/12	30/09/13
Dotation nette aux provisions pour charges non-récurrentes	111	
Charges non récurrentes	(160)	
Produits non récurrents	74	38
Crédits d'impôt sur exercices antérieurs		
<b>Total Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>25</b>	<b>38</b>

**Note 3.6 : Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers**

La gestion de trésorerie est centralisée par la holding MEDIA 6 SA. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction du taux du marché sur lequel MEDIA 6 SA place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché.

**Note 3.7 : Impôt sur les bénéfices (Valeurs en K€)**

Impôt sur les bénéfices	30/09/12	30/09/13
Impôt sur les résultats	(443)	(211)
Charges / Produits intégration fiscale		
Impôts différés	(288)	4
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>(731)</b>	<b>(207)</b>

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 30/09/2013 au taux de 33,33% majoré de la contribution sociale de 3,3% sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 34,43%.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 30/09/2013 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

**Note 3.8 : Impôts différés (Valeurs en K€)**

Les impôts différés en consolidation résultent des retraitements et éliminations pratiqués, et des différences temporelles apparaissant entre les bases comptables et les bases fiscales. Ils sont évalués en utilisant les règles fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la clôture. Les impôts différés actifs s'élèvent à 926 K€ et les impôts différés passifs à 3 301 K€. La variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat annuel se traduit par un produit de 45 K€. L'activation des impôts différés actifs a été effectuée en tenant compte des perspectives de résultats des deux prochains exercices. Il est par ailleurs précisé que les déficits ne sont pas activés sur les filiales étrangères.

Impôts différés actifs (en K€)	30/09/12	Variations		30/09/13
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	387		111	498
Marge sur stocks				
Amortissements dérogatoires	(77)		(67)	(144)
Activation de reports déficitaires	815		(99)	716
Fonds de commerce	42			42
Dépréciation des actions propres	(154)		(71)	(225)
Autres	15	51	(27)	39
<b>Total impôts différés actifs</b>	<b>1 028</b>	<b>51</b>	<b>(153)</b>	<b>926</b>

Impôts différés passifs (en K€)	30/09/12	Variations		30/09/13
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	(227)		117	(110)
Marge sur stocks				
Amortissements dérogatoires	410		(202)	208
Rééval. constructions (immob. corporelles)	2 042		(106)	1 936
Rééval. constructions (immeubles placement)	1 220		55	1 275
Crédit bail	(33)		(4)	(37)
Activation des reports déficitaires				
Dépréciation des actions propres				
Autres	45	(7)	(9)	29
<b>Total impôts différés passifs</b>	<b>3 457</b>	<b>(7)</b>	<b>(149)</b>	<b>3 301</b>

#### Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés (Valeurs en K€)

Taux de l'impôt sur les sociétés	30/09/12	30/09/13
Résultat net consolidé	770	273
Impôt sur les bénéfices	(731)	(215)
<b>Résultat net consolidé imposable</b>	<b>1 501</b>	<b>488</b>
<b>Impôts sur les sociétés théorique</b>	<b>(517)</b>	<b>(168)</b>
<b>Taux d'imposition de droit commun</b>	<b>34,43%</b>	<b>34,43%</b>
Différences permanentes	(9)	(64)
Déficits reportables non activés	(324)	(191)
Bénéfices non taxés car imputés sur déficits antérieurs non activés	53	136
Ecart de taux d'imposition	66	72
<b>Impôt sur les sociétés comptabilisé</b>	<b>(731)</b>	<b>(215)</b>
<b>Taux effectif d'imposition</b>	<b>48,70%</b>	<b>44,06%</b>

#### Note 3.9 : Résultat par action (Valeurs en €)

Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du Groupe.

Résultat par action	30/09/12	30/09/13
Résultat net consolidé (part du Groupe, en K€)	770	273
Nombre moyen d'actions	3 530 000	3 530 000
<b>Résultat net par action de base</b>	<b>0,22</b>	<b>0,08</b>
Equivalents actions sur options de souscription		
Nombre moyen d'actions après effet des conversions potentielles	3 530 000	3 530 000
<b>Résultat net par action dilué</b>	<b>0,22</b>	<b>0,08</b>

### Note 3.10 : Effectifs

Au 30/09/2013, le Groupe MEDIA 6 emploie 491 personnes dont :

- cadres / maîtrise 30%
- ouvriers / employés 70%

Les principes de classement des différentes activités du Groupe sont décrits en note 3.0.

Secteurs d'activités	30/09/12	30/09/13
Secteur Production	535	436
Secteur Services	69	55
<b>Total Effectifs</b>	<b>604</b>	<b>491</b>

Il est rappelé que la répartition des effectifs par secteurs d'activités présentée ci-dessus, traduit une situation ponctuelle arrêtée au 30 septembre 2012. La variation d'activité au cours de l'exercice a corrélativement entraîné, spécialement en ce qui concerne le secteur production, un ajustement des effectifs. Le nombre de salariés n'a donc pas nécessairement été toujours le même au cours de la période écoulée. Ci-après sont indiqués les effectifs moyens annuels mesurés en équivalent temps plein (ETP).

Effectifs	Moyenne 2012	Moyenne 2013
Personnel sous contrat CDI ou CDD	648,9	565,8
Intérim	42,3	33,2
<b>Total Effectifs moyens (ETP)</b>	<b>691,2</b>	<b>599,0</b>

La moyenne 2013 inclut le personnel appartenant aux structures MEDIA ASIA 6 PRODUCTION Ltd, ARTIUM PRODUCTION Ltd et DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd. Hors Chine, les effectifs moyens totaux se sont élevés à 426,3 en 2013 contre 440,5 en 2012, soit une baisse moyenne de 3,2%.

### Note 3.11 : Autres informations

#### Mandataires sociaux

La rémunération nette versée aux mandataires sociaux de façon directe ou indirecte pour l'exercice écoulé s'est élevée à 710 K€. Elle était de 761 K€ pour le précédent exercice.

Il est par ailleurs précisé la rémunération du Directeur Général Délégué se décompose en une partie fixe représentant 80% environ de la rémunération totale, et en une partie variable à l'atteinte d'un objectif de résultat opérationnel consolidé du Groupe pour l'exercice concerné. A l'atteinte de cet objectif cette partie variable représente environ 20% de la rémunération totale.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Au 30 septembre 2013, la charge consolidée relative aux honoraires des commissaires aux comptes intervenant pour l'ensemble des filiales du Groupe (y compris la consolidation) s'élevait à 176,6 K€. La charge correspondante de l'exercice précédent s'établissait à 179,3 K€.

#### Passifs éventuels

A la clôture au 30 septembre 2013, le Groupe n'a pas provisionné la demande effectuée en 2011 par 22 salariés de l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON, objet d'un litige prud'homal en cours, estimant avoir rempli toutes ses obligations dans le cadre du PSE adopté pour cette société. Il est précisé que ce PSE prévoyait notamment le versement d'indemnités supérieures aux minima conventionnels et légaux.

Le montant total des sommes réclamées par ces 22 salariés s'élève au 30 septembre 2013 à 1 473 K€.

#### **PARTIE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Le 19 décembre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a procédé à la vente de l'immeuble qu'elle détenait à Machecoul (44) pour un montant de 545 K€.

## **PARTIE 5 : ENGAGEMENTS HORS BILAN**

### **Cautions accordées par MEDIA 6 SA**

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution auprès de la Banque Nationale du Canada de la filiale COULEUR 6 INC à Montréal pour 10 000 dollars canadiens, soit 7 K€ au 30 septembre 2013 pouvant être portés après accord préalable de MEDIA 6 SA jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 72 K€ le cas échéant.

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit des organismes de crédit bail immobilier Fructicomi et Slibail, à raison d'un contrat de crédit bail immobilier conclu avec la filiale MEDIASIXTE BOIS, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Sainte-Pazanne (44680). Au 30 septembre 2013, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 162 K€ (224 K€ en 2012).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la société de crédit bail immobilier Bail Entreprises, à raison d'un contrat de crédit immobilier conclu avec la filiale MEDIASIXTE ALDIGE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Machecoul (44270). Au 30 septembre 2013, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 14 K€ (73 K€ en 2012).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque HSBC, à raison d'un emprunt contracté par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 30 septembre 2013, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 524 K€ (861 K€ en 2012).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France Paris, à raison de deux emprunts contractés par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 30 septembre 2013, l'engagement résiduel sur ces contrat représente 617 K€ (955 K€ en 2012).

### **Engagements de crédit bail**

Voir note 2.3 de l'Annexe sur les comptes consolidés.

### **Clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunt**

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA.

Pour l'acquisition du nouveau siège social, le Groupe a emprunté la somme de 4 000 K€ au travers de sa filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE.

D'autres exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

L'examen de ces clauses de défaut et des conditions de leur application détaillées ci-dessus ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2013.

**Clauses de défaut relatives aux emprunts auprès des établissements de crédit**

Encours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/2013	Échéances	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
<b>Emprunts à moyen terme</b>		
<b>MEDIA 6 SA</b> <b>Emprunt 2 000 K€</b> Souscrit en juin 2009 Durée : 20 trimestres	414 K€	05/07/14
Exigibilité anticipée si non respect des conditions suivantes sur la base des comptes consolidés annuels : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds propres / Total bilan &gt; 35%</li> <li>• (Total dettes LMT + crédit bail retraité) / Fonds propres &lt; 3</li> <li>• Frais financiers (corrigés du crédit bail) / EBE &lt; 20%</li> <li>• Trésorerie nette positive</li> </ul>		
<b>MEDIA 6 SA</b> <b>Emprunt 750 K€</b> Souscrit en juillet 2012 Durée : 20 trimestres	605 K€	05/08/17
<b>MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE</b> <b>Emprunt 2 000 K€</b> Souscrit en avril 2008 Durée : 7 ans	504 K€	20/04/15
<b>MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE</b> <b>Emprunt 1 400 K€</b> Souscrit en avril 2008 Durée : 7 ans	395 K€	16/05/15
<b>MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE</b> <b>Emprunt 600 K€</b> Souscrit en septembre 2008 Durée : 7 ans	192 K€	16/10/15
<b>TOTAL</b>	<b>2 110 K€</b>	



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AU COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDES ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2013**

---

**MEDIA 6 SA**

Capital social : 11 296 000 €

Siège social : 33, avenue du bois de la pie - 93290 Tremblay-en-France

**Période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 30 septembre 2013**

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **MEDIA 6**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **1 Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Le principe de suivi des actifs immobilisés, notamment les goodwill est exposé dans la note 2.3.1 « Tests de valorisation des actifs immobilisés » de l'annexe aux états financiers. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus des unités génératrices de trésorerie (UGT), à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies par UGT et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **3 Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Sannois, le 28 janvier 2014

Les commissaires aux comptes,

GRANT THORNTON  
*Membre français de Grant Thornton International*

CHD Audit et Conseil

M. Laurent BOUBY  
*Associé*

Mme Johanne AUBRY  
*Associée*

**- IV -**

**DEPENDANCE DU GROUPE MEDIA 6**

**FACE A CERTAINS**

**FACTEURS DE RISQUE**

## **LES RISQUES OPERATIONNELS**

### **Risque lié aux conditions de marché**

La communication sur le point de vente est un secteur d'activité fortement concurrentiel et très atomisé. Le positionnement du Groupe MEDIA 6 sur ce marché est d'apporter en permanence un ensemble diversifié de produits et de prestations : intégration verticale (création, fabrication, agencement, installation), intégration horizontale (offre multi matériaux avec des usines spécialisées). L'outil de production est à la pointe dans son domaine d'activité.

### **Assurances**

Le Groupe a toujours assuré de manière satisfaisante ses activités dans des conditions conformes aux normes de la profession. Il a mis en place des programmes d'assurance qui permettent une couverture pour divers risques et activités importants qui concernent :

- les risques de dommages matériels et les pertes d'exploitation qui en résultent
- la responsabilité civile
- la responsabilité des dirigeants
- le transport

Le Groupe MEDIA 6 a souscrit des assurances supplémentaires lorsque cela était nécessaire, soit pour respecter les lois en vigueur, soit pour couvrir plus spécifiquement les risques dus à une activité ou à des circonstances particulières.

Les programmes d'assurance sont supervisés par un courtier spécialisé et répartis sur des compagnies d'assurance européennes à surface financière importante.

## **LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE INTERNATIONALE**

### **Risque de taux d'intérêt**

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Risque de change**

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Risque pays**

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme risqué.

## **LES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT FINANCIER**

### **Risque clients**

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

### **Risque sur les engagements financiers**

Le risque d'incapacité à faire face à ses engagements financiers est extrêmement faible pour le Groupe MEDIA 6 du fait d'un niveau d'endettement à long terme représentant 3,3% des capitaux propres consolidés et d'une trésorerie nette de plus de 12% du total du bilan consolidé.

**Risque de liquidité / Informations sur les clauses de défaut au sein des contrats d'emprunt**

Le détail de ces clauses est exposé dans l'annexe aux comptes consolidés annuels (Partie 5 - Engagements hors Bilan). Les conditions de leur application ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2013.

L'échéancier des passifs financiers figure dans la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

**Risque de sensibilité des capitaux propres**

Une partie des actifs (12,7% du total actif consolidé au 30 septembre 2013) est composée d'éléments incorporels (goodwills) dont la valeur dépend en grande partie de résultats opérationnels futurs. L'évaluation de ces goodwills suppose également que le Groupe MEDIA 6 formule des hypothèses réalistes sur des éléments qui sont par nature incertains. Au cas où un changement intervenait dans les hypothèses sous-tendant cette évaluation, une réduction des capitaux propres serait à enregistrer.

**Risque de déficience du contrôle interne**

L'organisation générale du contrôle interne du Groupe MEDIA 6 repose sur une centralisation et une coordination des services administratifs. Elle concerne les systèmes d'information utilisés par les filiales, le contrôle budgétaire, l'élaboration des comptes consolidés, la gestion centralisée de la trésorerie, les opérations de nature juridique ou financière.

Le Groupe MEDIA 6 étend par ailleurs progressivement à l'ensemble de ses filiales un ensemble de procédures et normes communes dans des domaines variés : gestion des achats, suivi des engagements, procédures qualité...

**Risque d'erreurs ou de pertes de données informatiques**

Les filiales françaises du Groupe sont dotées d'un système informatique de base intégrant la gestion commerciale, la gestion de production et la gestion comptable. Les informations peuvent être ainsi suivies en temps réel, les risques d'erreur liés à la saisie multiple sont réduits.

Pour pallier aux risques de panne, de coupure électrique, d'attaque de virus ou de vol de données, le Groupe MEDIA 6 s'est doté des outils appropriés tels qu'onduleurs, pare-feux, anti-virus. Par ailleurs des sauvegardes journalières sont effectuées et stockées sur des sites différents.

**- V -**

**LE GROUPE MEDIA 6**

**ET**

**LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE**

## **RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE**

Le Groupe MEDIA 6 a fait de sa responsabilité environnementale un engagement important de sa politique, souvent en collaboration directe avec ses clients.

Les activités du Groupe ne comprennent pas de risque environnemental majeur direct. Toutefois certains de nos sites industriels en France sont considérés comme « installations classées pour la protection de l'environnement » et soumis à ce titre aux contrôles de la DRIRE. Les points pouvant avoir des impacts environnementaux et qui font l'objet d'actions spécifiques concernent notamment :

- la maîtrise des consommations d'énergie
- la maîtrise des nuisances sonores vis-à-vis du personnel
- la maîtrise des nuisances pour les riverains
- la gestion des déchets
- le recyclage et la valorisation des déchets par des sous-traitants spécialisés
- la gestion des rejets de composés organiques volatils (COV)
- le stockage de produits sensibles, avec bacs de rétention

Les sites industriels planifient et réalisent des contrôles périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires applicables. Selon les besoins, ces contrôles sont réalisés en interne ou avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

A la clôture de l'exercice au 30 septembre 2013, aucune provision n'a été constituée pour risques en matière d'environnement.